

« **Lo Socialisto** »

Le journal des socialistes saint-christolens



EDITORIAL

Il est parti

Ce n'est que quelques jours seulement après l'initiative de l'association "Les enfants de Don Quichotte" sur les bords du canal Saint-Martin à Paris et dans d'autres villes que les Français ont appris avec une tristesse unanime le décès de L'Abbé Pierre. La situation qu'il avait tant décrié dès l'hiver 1954 est hélas encore d'une scandaleuse actualité. **A Saint-Christol, comme partout ailleurs, le logement manque.** La flambée irréversible des prix de l'immobilier, des loyers inaccessibles, sans compter une **augmentation de la misère jamais égalée depuis la Libération**, font qu'une majorité de familles sont maintenant touchées de près ou de loin par cette crise gravissime du logement que l'on cherche maladroitement à cacher.

Il était temps qu'il parte.

Pendant ce temps là, notre bon « Ministre d'Etat-Président de l'UMP-Candidat sacré de la droite » continuait à être « dans la place (Beauvau) ». Disposant du ministère de l'Intérieur à sa guise, le comte Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa a pu faire campagne non seulement et en partie aux frais des contribuables qui n'ont pas trop su ce qui était inclus dans les comptes de campagne et ce qui ne l'était pas. Mais, chose plus grave, il a disposé directement de leviers et de « services » comme jamais un candidat, même en poste à Mâtignon (Balladur ou Jospin), n'a pu en disposer : d'où l'émergence de certaines « notes » sur un collaborateur et sur le patrimoine de Ségolène Royal. « Pas de politique de caniveau », avait-il

dit ? Alors vous faites bien de partir Monsieur le Ministre ! De toute façon vous avez déjà avec vous tous les plus grands médias du pays, ceux mis à votre disposition par vos bailleurs de fonds et amis du CAC 40.

Elle et nous devons réussir

Le 11 février dernier, Ségolène Royal a proposé aux Français son pacte présidentiel : ce pacte est fidèle aux principes de la gauche socialiste, radicale et républicaine-citoyenne. Il est également fidèle aux débats participatifs qui ont eu lieu dans tout le pays. Jamais, depuis les cahiers de doléances pour les Etats-Généraux de 1789, les citoyens français n'ont pu donner autant leur avis. 100 propositions concrètes se retrouvent dans ce pacte, qui plus qu'un programme, est un appel à construire ensemble l'avenir dans lequel le progrès serait pour tous, le respect pour chacun, l'ordre serait juste. **Parce qu'ici à Saint Christol et dans tout le bassin Alésien, économiquement sinistré, il faudrait que tous puissent avoir un travail avant de « travailler plus pour gagner plus »**, le devoir de victoire est plus que jamais nécessaire. Parce que nous pensons que plus juste, la France sera plus forte, nous nous assurons que pas une voix ne manque à la candidate du rassemblement populaire.

Grégory THOMAS,
Secrétaire de section.

« Lo Socialisto » est un journal d'opinion. Les articles que vous pourrez y lire n'engagent que leurs auteurs et aucunement la candidate socialiste à l'élection présidentielle.

La Rédaction.

Depuis le début de la campagne de Ségolène Royal, environ **5000 débats participatifs**, véritables assemblées délibératives, ont été organisés en France. Ces débats, ouverts à tous, loin de la politique politicienne, mais peu relayés par les médias, ont permis de faire remonter les vraies aspirations des citoyens. Plus de 50 débats thématiques en ligne sur le site internet de désirs d'avenir (desirsdavenir.org) battent également leur plein avec plus de 50000 contributeurs.

Les principaux thèmes des débats sont relatifs à :

- la vie chère et le pouvoir d'achat,
- l'environnement et le développement durable,
- l'éducation, la formation, la qualification et l'accès à l'emploi,
- la lutte contre les violences et les insécurités.

Le débat participatif qui s'est déroulé à Roubaix le 19 Janvier en présence de la candidate, concerne l'un des objectifs centraux de la présidentielle : **la question du logement**, au cœur de la question sociale, avec en France, 3,2 millions de mal-logés, 1,3 millions de demandeurs de logement social, 100 000 SDF et autant de familles expulsées pour impayés.

Les propositions de S. Royal visent à constituer un **bouclier logement** (pas plus de 25% du revenu d'une famille pour se loger), **construire par an 120000 logements réellement sociaux**, L'état devra se substituer aux communes qui refusent d'exercer leur **mission de solidarité** en lançant lui-même un programme de logements sociaux. Par ailleurs, tout programme de constructions neuves devra comporter une part de ces derniers.

Le logement locatif privé sera également favorisé avec création d'un **service public de la caution** en contrepartie de loyers encadrés ainsi qu'une garantie contre les impayés. La hausse des charges locatives sera combattue en renforçant les **normes de consommation d'énergie** pour les constructions neuves. L'accès à la propriété sera également favorisé par des prêts sans intérêt pour les familles désireuses d'acquérir leur logement social après l'avoir loué pendant 15 ans.

Seules ces propositions peuvent rendre le droit au logement opposable crédible et effectif.

José LOPEZ-CUESTA

Sécurité : QUEL CULOT !!!

En 2002, la droite avec Chirac avait bâti sa campagne présidentielle, par TF1 interposée, sur le réflexe sécuritaire des Français, en se présentant comme la championne du rétablissement de l'ordre.

Je regardais récemment une émission de TF1 et le nouveau champion de la droite, en l'occurrence **Sarkozy, nous refait le coup.**

Sans complexe, l'homme qui depuis bientôt 3 ans, a en charge le Ministère de l'Intérieur se présentait comme le chevalier blanc de la sécurité et affirmait haut et fort sous son égide la baisse de la délinquance.

Oubliée la crise des banlieues en 2005, oubliées les statistiques qui, sur le plan local par exemple, enregistrent une **augmentation significative de la délinquance : environ + 7,32% entre janvier 2006 et janvier 2007 dans le Gard (+7% sur la voie publique; +29% pour les cambriolages, +31% pour les vols de véhicules).**

Oubliés le quotidien de la vie locale, les containers, les véhicules, parfois les édifices publics (*par exemple, 3 tentatives d'incendie sur le poste de police à Saint Christol*) qui brûlent.

Oui, Sarkozy vous l'affirme, depuis qu'il est là, la délinquance a baissé.

Nous qui sommes quotidiennement sur le terrain, je répondrais simplement : de qui se moquet-il ? Il a échoué comme a échoué son mentor Jacques Chirac sur la fracture sociale qui, elle, n'a fait que s'amplifier depuis 1995.

Oui Monsieur le Ministre d'État, depuis 5 ans au gouvernement, votre échec dans le domaine de la sécurité est patent et relève de votre entière responsabilité.

C'est sur vos résultats que les Français devront vous juger. **Et comment osez-vous promettre ce qu'au gouvernement vous n'avez pas su faire !**

Jean SIRVIN

LA PAUVRETE EN FRANCE EN PLEINE PROSPERITE

La France souffre. Les déchirures sociales y sont de plus en plus visibles. Les inégalités se conjuguent.

Entreprenante et créative, la France souffre en même temps d'un chômage massif et de longue durée, sous-estimé par les chiffres officiels qui ne rendent pas compte du sous-emploi réel, et d'une précarité croissante dans l'emploi qui déstabilise les familles.

Aujourd'hui, si on considère les normes européennes, soit un revenu de 722 € par mois pour une personne seule en 2001, ce sont 7,2 millions de personnes qui sont pauvres, soit 12,4% de la population dans notre pays.

Entre chômage, sous-emploi, précarité de l'emploi et précarité financière des « travailleurs pauvres », c'est très vraisemblablement entre le quart, au moins, et le tiers de la population : soit 15 à 20 millions de personnes, -7 millions de pauvres et 8 à 12 millions de précaires- qui, pour une raison ou pour une autre, ont, de façon durable, des conditions de vie marquées du sceau de l'extrême difficulté.

Seuls 5% des ménages ont des revenus supérieurs à 5163 € mensuels avec dans ces catégories des inégalités énormes entre un couple de cadres dans le bas de la courbe et des dirigeants d'entreprise dont les revenus dépassent le million d'euros !

Et notre commune n'échappe pas bien entendu à ce fléau. Un chiffre est révélateur : le nombre de familles inscrites à l'antenne locale des RES-TOS DU COEUR qui sont passées de 78 l'an dernier à 125 cette année.

Quant aux chômeurs Saint-Christollens ceux qui sont indemnisés sont passés de 290 en 2001 à 357 fin 2006, alors qu'on sait que des coupes sombres et des radiations ont été pratiquées dans les listes de demandeurs d'emploi et que les chiffres réels des sans emploi sont bien supérieurs.

Le CCAS de la commune que j'anime en tant qu'adjointe chargée de l'Action Sociale, aidait autrefois (et il n'y a pas si longtemps, en 2001 quand j'ai pris cette responsabilité) uniquement des bénéficiaires du RMI ou des minimas sociaux. Ceux-ci sont de plus en plus nombreux mais une nouvelle catégorie s'y est ajoutée : celle des « travailleurs pauvres », à temps partiel non choisi, en interim, des femmes seules à tout petit salaire qui n'arrivent plus à boucler le mois.

Pourtant nous socialistes savons que comme le dit notre candidate Ségolène ROYAL « **Non, la paupérisation et la précarisation ne sont pas l'envers obligé de la modernité ! Non, les inégalités qui se creusent ne sont pas le prix à payer pour une économie compétitive ! Non, le chômage structurel n'est pas une fatalité et la mondialisation financière l'alibi de tous nos maux !** »

Une autre politique est possible : il nous faut d'abord de répondre à l'urgence : le chômage, le pouvoir d'achat, la précarité, le logement, la jeunesse qui a droit enfin à pouvoir espérer dans l'avenir et à son autonomie. Répondre à l'urgence et préparer l'avenir : l'éducation, l'environnement, la recherche, faire le choix de la démocratie comme nous l'avons fait dans nos villes, de la démocratie sous toutes ses formes : nouvelle République, décentralisation, démocratie sociale, nouvelle donne aussi fondatrice que celle de 1981, et peut-être encore plus ambitieuse.

Pour cela nous avons des propositions que Ségolène ROYAL a voulu construire avec les citoyens grâce aux débats participatifs. Elle les présentera dès le 11 février. Nous en parlerons !

Suzanne COULET

Membre du Conseil National du Parti Socialiste
Adjointe à l'Urbanisme et à l'Action Sociale

L'éducation nationale, un malaise profond !

En premier lieu, il faudrait revoir les conditions d'accès aux métiers d'enseignant

- **Rétablir le pré-recrutement** : Le métier d'enseignant, doit être avant tout une vocation, et non un métier refuge, pour des personnes ayant des facilités à passer les concours.

- **Améliorer la formation en IUFM** : Le personnel devrait pouvoir être pré-recruté niveau bac, puis formé pendant 3 ans au métier d'enseignant (façon école normale, formation diplômante équivalente à la licence), comme les éducateurs ou les infirmières. Cette formation, devra être ponctuée de stages pratiques.

Accompagner les enseignants en difficulté

- **Tout au long de leur carrière, les enseignants devraient pouvoir bénéficier d'un suivi** : Formation continue ; Aide psychologique ; Faciliter leur mobilité...

Reformer profondément et lever les tabous

- **Prendre en compte dans le temps de travail la charge réelle des enseignants**: heures de cours et temps de présence dans les établissements, mais également heures de préparation et de correction.

Toutefois, cette mesure devra s'accompagner de moyens, afin que les enseignants puissent travailler dans de bonnes conditions (mise à disposition de matériel informatique, et de locaux pour recevoir les parents).

- **Maintenir les emplois et éviter les fermetures de classes** :

Notre candidate Ségolène Royal, compte faire de l'éducation le premier poste du budget de l'état.

Elle souhaite maintenir à son niveau actuel le nombre d'enseignants, et éviter le regroupement de certains établissements, afin de ne pas accentuer la désertification de nos campagnes.

- **Égalité des chances** :

Il est complètement scandaleux, de voir se multiplier les sociétés assurant du soutien scolaire. Nous socialistes, estimons que l'école doit être le reflet de notre nation (laïcité, fraternité et surtout égalité). Comment peut on accepter, que seul les enfants issue des classes les plus favorisés, puisse être accompagné dans leur activités scolaires ?! La solution consisterait à généraliser le tutorat aux collèges et lycées, tout en octroyant une bourse spécifique aux étudiants tuteur.

- **Éduquer à part les éléments difficiles** : On ne peut durablement laisser ces élèves perturber une classe et s'enfoncer dans l'échec scolaire. Notre candidate propose la construction d'internats spécifiques proches du domicile familial, afin de les éduquer à part. Ces centres permettront à une équipe d'éducateurs, de redonner à ces jeunes des bases civiques et de combler leurs difficultés, afin de les réinsérer dans le parcours normal.

- **Assouplir la carte scolaire** : On ne peut nier le contournement de la carte scolaire, qui consiste à inscrire son enfant dans un établissement privé ou public « mieux côté ». Il faudrait assouplir cette carte scolaire, et faire un découpage par zone géographique plus cohérent tout en conservant la mixité sociale.

Quant à François Bayrou, il a voulu permettre, en reformant la loi Falloux, de subventionner les établissements privés au dessus du seuil de 10%. Quelle confiance peut-on accorder à quelqu'un qui est profondément de droite et qui dit vouloir gouverner le pays comme il a dirigé le ministère de l'Éducation Nationale?

Sébastien GIL

Plus juste, la France sera plus forte!

Le Pacte Présidentiel

« Ce que vous m'avez dit, je l'ai entendu. Ce que je savais, vous l'avez confirmé. Aujourd'hui, je vous propose le Pacte présidentiel : 100 propositions pour que la France retrouve une ambition partagée, la fierté, et la fraternité.

Plus de 6 000 débats ont été organisés sur tout le territoire.

J'ai reçu par Internet 135 000 contributions. J'ai écouté les partenaires sociaux, j'ai rencontré les associations, j'ai mobilisé les experts. Vous avez été nombreux à vouloir participer à cette oeuvre collective.

J'ai souhaité ce travail d'écoute et de confrontation des idées.

J'ai voulu que les citoyens reprennent la parole pour que je puisse porter leur voix : vous ne supportez plus que

l'on rédige dans l'ombre des programmes aussi vite oubliés

qu'ils sont écrits. Les promesses doivent être tenues, elles doivent être crédibles.

Ce Pacte présidentiel, c'est ensemble que nous le mettrons

en oeuvre.

Plus juste, la France sera plus forte. »

Ségolène Royal



parti Radical de gauche



Investie par le Parti Socialiste et le Parti Radical de Gauche, soutenue par le Mouvement Républicain et Citoyen, Ségolène Royal est la candidate du rassemblement populaire à gauche.



Agenda de campagne:

Réunion du Changement (réunion publique)

Présentation du Pacte Présidentiel

de Ségolène Royal

Avec William Dumas, Député du Gard

Et Jean Sirvin, Maire de Saint Christol lez Alès

Jeudi 29 Mars 2007 à 18h30

À la Maison pour tous de Saint Christol lez Alès

Meeting départemental avec Bertrand Delanoë

Jeudi 12 avril à 18h30 à Alès

(salle polyvalente- rue Jules Cazot)

« **Lo Socialisto** »

Rédaction: Section de
Saint Christol lez Alès du Parti Socialiste

Directeur de la publication:
Grégory THOMAS

contact@ps-st-christol-lez-ales.org

VISITEZ LE BLOG DES SOCIALISTES
SAINT CHRISTOLENS ET SUIVEZ LA
CAMPAGNE DE SEGOLENE ROYAL
SUR:

www.ps-st-christol-lez-ales.org